

ELECTIONS EUROPEENNES – 25 & 26 MAI 2019



URGENCE
ÉCOLOGIE

FONDATIONS

Nous, citoyennes et citoyens, décidons aujourd'hui d'unir nos forces à l'occasion des élections européennes au sein de la liste Urgence Écologie.

Faire le choix de l'écologie pour conserver une planète habitable est une question de vie ou de mort, non une question partisane. Réchauffement climatique, destruction du vivant, pollutions des sols, de l'air et de l'eau, impact sur notre santé : tous ces processus destructeurs sont scientifiquement établis et pourtant ne provoquent aucun sursaut politique à la hauteur des enjeux.

Un monde à ce point en danger est promis à un lendemain fait de millions de réfugiés climatiques, de conflits armés et de barbarie.

Pour éviter un tel effondrement, nous décrétons l'état d'urgence écologique. Face au chaos annoncé, contre la passivité coupable de tous les gouvernements actuels en Europe, notre liste a pour but de mettre l'écologie au pouvoir.

Oui, l'Europe est la bonne échelle pour agir. Mais aujourd'hui c'est à Bruxelles que l'automobile, la chimie, l'agriculture industrielle, les énergies fossiles imposent leurs intérêts. Combien d'années ont été perdues depuis la conférence de Rio en 1992, le Protocole de Kyoto en 1997, combien de milliards ont été gaspillés pour des modes de consommation criminels ? L'Europe s'effondre car elle ne porte plus de valeurs, ni d'idéal.

Face à l'effondrement européen, Urgence Écologie est la liste de toutes celles et tous ceux qui défendent le climat, la nature, le vivant, la santé, l'alimentation et tous les biens communs, de celles et ceux qui lient l'urgence écologique à l'urgence sociale et démocratique. Face aux Destructeurs, elle est **la liste des Terriennes et Terriens qui veulent que l'Europe soit enfin mise au service de la cause du siècle.**

NOTRE PROGRAMME : DIRE LA VÉRITÉ D'ABORD !

COMPTE À REBOURS POUR LE CLIMAT ET LE VIVANT

Notre civilisation thermo-industrielle est une machine à détruire la vie et le climat chaque année plus puissante, destructrice et inégalitaire, gavée de pétrole et de capitaux. Les changements climatiques sont déjà tangibles, avec de nombreuses catastrophes qui n'ont plus rien de naturel, et des modifications au long cours des écosystèmes dont nous constatons déjà les conséquences dans nos montagnes et nos campagnes. **L'effondrement du vivant est massif**, avec la destruction des populations d'insectes, l'extinction de milliers d'espèces animales et végétales, sur terre comme dans les océans. Ni l'Europe, ni la France, ni aucun pays ou continent dans le monde ne sont à l'abri.

Nous, les Terriennes et Terriens, sommes en danger. Notre santé est déjà lourdement affectée par la pollution de l'air, première cause de mortalité en Europe, ainsi que par les contaminations chimiques par les pesticides et les perturbateurs endocriniens qui provoquent cancers, infertilité, maladie neurologiques,... Une femme sur dix est atteinte d'endométriose, 19% des enfants de 6 à 9 ans sont atteints d'une maladie des dents liée aux perturbateurs endocriniens. L'artificialisation des modes de vie, la malbouffe, les pollutions de toute nature sont à l'origine d'une **pandémie mondiale de maladies chroniques**.

15 000 scientifiques ont lancé un appel pour mettre les responsables politiques devant leurs responsabilités en criant « bientôt il sera trop tard ». **Le dernier rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)** prouve qu'il ne reste qu'une dizaine d'années pour procéder à des changements immédiats et radicaux dans l'organisation de nos sociétés, afin d'espérer limiter le réchauffement planétaire à 1,5° C. **Très peu de responsables politiques l'ont lu. Leur attitude est criminelle.** Il faut passer à l'action maintenant.

LE DÉNI DE L'ANTHROPOCÈNE, ÇA SUFFIT !

Regardons la vérité en face : les constats scientifiques sont implacables. Les quatre dernières décennies sont marquées d'un côté par **l'accélération exponentielle de l'épuisement des ressources, de la biodiversité et des écosystèmes** ; de l'autre, par l'explosion du nombre de catastrophes liées au climat et la hausse constante de la concentration atmosphérique du CO₂. **Ces tendances s'amplifient et s'accélèrent.**

La « grande accélération »

Depuis 1950, augmentation de plus en plus rapide de différents paramètres de l'activité humaine et du changement climatique



Source : WWF

© AFP

Ces tendances ont pour toile de fond, en France et dans le monde, des inégalités qui explosent, des replis nationalistes, un regain de la course aux armements, des emplois et une vie quotidienne déshumanisés par une numérisation croissante... le tout, contrôlé par **des dirigeants qui vivent dans le déni et poursuivent sans sourciller un cours désormais suicidaire.** Un aveuglement et une immaturité qui, première historique, sont dénoncés **par la jeunesse, comme si elle seule, ou presque, entendait les scientifiques** et discernait ce que sera un avenir voué aux effondrements successifs de nos conditions de vie sur Terre.

Face à cette montée de périls dont le caractère indéniablement dramatique n'a été perçu que récemment, malgré de nombreux précurseurs dans le champ scientifique et politique, toujours la même rengaine : **les tenants du « tout continue comme avant » nous vantent l'écologie cosmétique du « développement durable »**, de la « croissance verte », de l'économie prétendument « circulaire » d'un côté ; et de l'autre, une fuite en avant dans **un délire techniciste**, la surartificialisation, l'exploitation de nouveaux espaces — les mers, les astéroïdes —, les promesses transhumanistes et de terraformation de Mars ! En réalité une seule et même logique, avec tout au plus une différence de rythme dans la destruction. L'expression de quatre décennies du développement durable est limpide. Il suffit de considérer en parallèle la courbe qui figure la croissance de nos activités économiques et celle de la perturbation du système Terre : le maximum de ces courbes correspond aux décennies de développement « durable » ! **Nous n'avons plus de temps à perdre.**

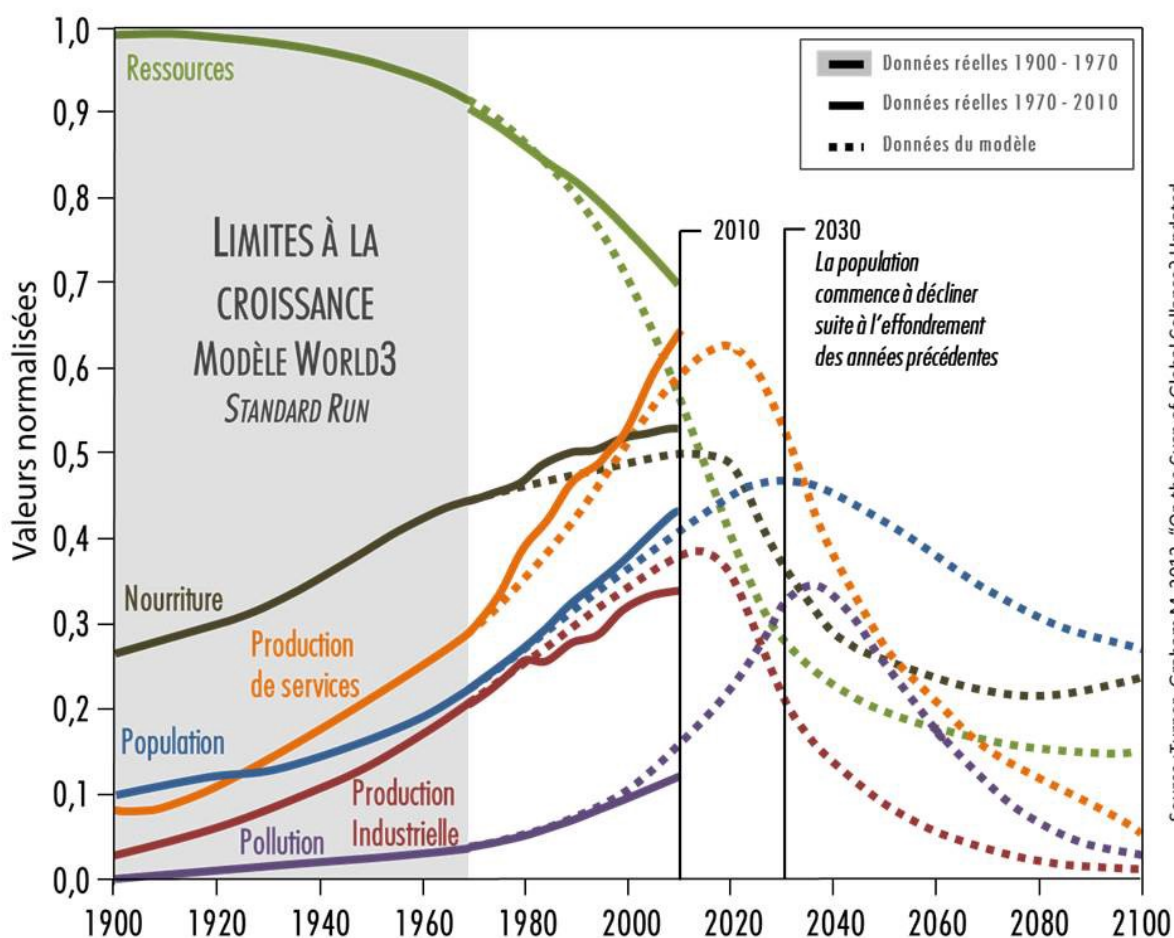
L'EFFONDREMENT N'EST PAS UN MYTHE

NOUS NE SOMMES PAS CATASTROPHISTES, MAIS LUCIDES !

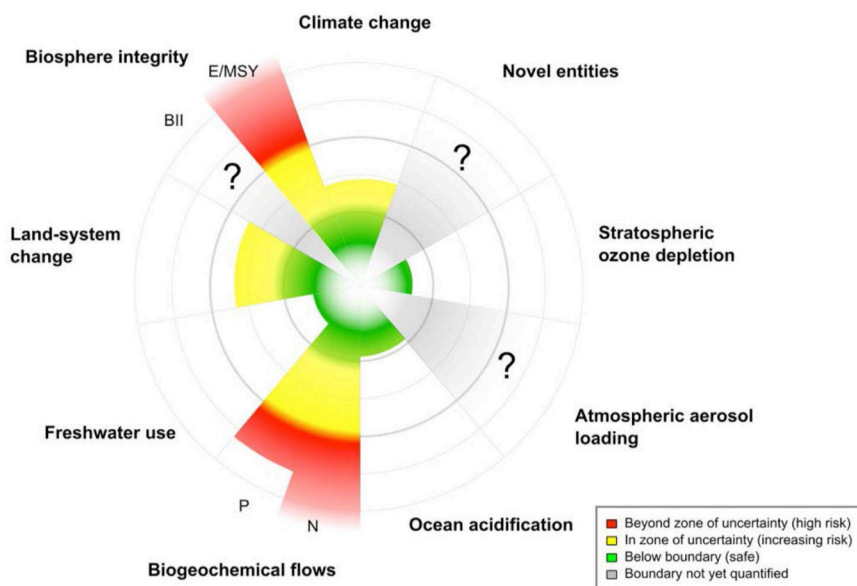
L'inaction des pouvoirs politiques et des puissances économiques nous condamne tous. Leur inconscience nous envoie, et à grande vitesse, vers l'abîme. Seule perspective : le chaos.

L'effondrement des ressources et du vivant est d'ores et déjà massive. **Elle menace nos capacités de production alimentaire** à moyen terme selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La société d'hyperconsommation basée sur l'endettement et la voracité dans la

consommation des ressources est porteuse de **risques systémiques majeurs**. Plus les sociétés sont inégalitaires, plus elles sont vulnérables et susceptibles d'effondrements en chaîne.



Aucune constitution au monde, **aucun parti politique** en lice, pas même ceux qui se réclament de l'écologie politique, ne prend sérieusement en compte l'actuelle **transgression des limites planétaires**.



Pourtant, nombreux sont ceux, citoyennes et citoyens, scientifiques, lycéens, étudiantes et étudiants, artistes, entrepreneurs à des titres divers, salariés, dirigeants, qui l'ont compris : **il faut dès maintenant agir collectivement, à toute échelle, pour changer nos modes de vie... ou y rester.** L'alternative est claire : s'organiser pour rectifier la trajectoire et **revenir au respect des limites planétaires**, ou assister impuissants au choc accéléré, c'est-à-dire à des effondrements en chaîne. Bien qu'en partie inévitables, ces effondrements peuvent encore être préparés et amoindris et des systèmes socio-écologiques résilients peuvent être organisés.

IL EST ENCORE TEMPS !

Réduire de moitié les émissions mondiales de CO₂ d'ici à la fin de la prochaine décennie exige **une rupture rapide avec nos modes de vie actuels** : nous ne réduirons pas de moitié en une décennie, par la technologie, les 80% d'énergie fossile qui couvrent nos besoins mondiaux en énergie primaire. L'iceberg est désormais en vue. D'aucuns veulent ralentir, d'autres accélérer pour exploser l'obstacle. Nous proposons de mettre tous les moyens dont nous disposons encore pour inverser la trajectoire et pour **organiser une société de résilience**. Il n'y a pas de planète B. Les Destructeurs mettent en danger nos vies à toutes et tous. Il est temps de les en empêcher.

LIBÉRER L'EUROPE DE LA TUTELLE DES LOBBYS

L'Europe explose les limites planétaires. Nous consommons l'équivalent de 2,8 planètes par an. Alors que notre continent a joué par le passé un rôle moteur dans la protection de l'environnement (directives cadres sur l'eau, l'air, les espèces protégées...) et les accords internationaux pour le climat (protocole de Kyoto), l'Europe est aujourd'hui gagnée par la paralysie et gangrenée par les lobbys.

Troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre, **l'Europe ne respecte pas l'accord de Paris sur le climat.** Les émissions de gaz à effet de serre, qui avaient diminué de 22% entre 1990 et 2016, sont reparties à la hausse (+1,8% en 2017). L'objectif d'une baisse de 40% des émissions en 2030 est largement insuffisant au regard des recommandations du dernier rapport du GIEC pour

espérer limiter le réchauffement planétaire à 2° C, sans même parler de l'objectif de 1,5° C. **Les chefs d'état et de gouvernement de l'Union européenne viennent officiellement de décider... de ne rien changer!** Sans compter que le mode de calcul des émissions de gaz à effet de serre en Europe et en France est faux. En effet, ne sont prises en compte que les émissions directes sur notre sol, et non pas les émissions indirectes liées à tous les produits fabriqués ailleurs dans le monde, importés et consommés en Europe. **Ces émissions indirectes n'ont jamais cessé d'augmenter, rendant mensongère la prétention européenne d'avoir maîtrisé son empreinte carbone.**

En fait, loin de l'idéal européen, l'Union européenne érige le marché, les valeurs de l'argent, de la libre concurrence, de la croissance économique, du **toujours plus**, comme supérieurs à toute autre considération d'intérêt général. Il en résulte depuis des années de mauvaises décisions qui ont amputé la souveraineté des citoyens, notamment en privatisant les secteurs stratégiques (ferroviaire, énergie, eau...).

La complexité des institutions européennes, la faiblesse des pouvoirs du Parlement européen, l'opacité des modes de décision, en ont fait **le royaume des lobbys**, comme l'ont prouvé les affaires des **Monsanto Papers** et du **Dieselgate**. Entre la santé des citoyens exposés au glyphosate ou à la pollution automobile et les intérêts de quelques firmes, l'Union européenne a choisi — avec la complicité des États membres, France incluse — et s'est discréditée.

LE BIEN ÊTRE HUMAIN

CONTRE LA SOCIÉTÉ D'HYPERCONSOMMATION

Avec les milliers de messages publicitaires auxquels elle nous expose chaque jour (comptez, vous verrez), **la société d'hyperconsommation vise uniquement à nous faire consommer** et faire croître l'économie, mais **pas à nous rendre heureuses et heureux**, et ça commence à se voir ! Au-delà d'un revenu de 40 000 € par an et par personne, le bien-être stagne, voire diminue, et le taux de suicide croît. La plus longue étude jamais réalisée sur le bonheur montre que les personnes qui ont la vie la plus longue, la plus heureuse, avec la meilleure santé et la meilleure mémoire sont celles qui sont les plus entourées par leurs amis, partenaires de vie et familles. Or avec

l'énergie et la technologie, nos proches sont maintenant loin, au bout du fil ou derrière un écran. Nous vivons plus loin de nos proches que nos parents vivaient des leurs et leurs parents avant eux. De plus, en 40 ans, les taux de personnes célibataires et divorcées ont doublé. En somme, nous n'avons jamais été aussi seuls. Et il devient de plus en plus difficile de « compenser » cette déshumanisation par le sens donné au travail quand l'écrasante majorité des entreprises participe à la destruction de notre environnement et compromet notre avenir.

Tous ces symptômes sont issus du même système. Le monde que nous voulons construire est un monde joyeux et convivial, où la fraternité et la sororité auront remplacé l'égoïsme et l'individualisme. Il donne la priorité à l'humain, à la nature et à la qualité de vie de tous. **Notre bien-être passe par le temps passé avec les personnes que nous aimons, le fait de retrouver du sens dans nos actions et nos métiers, le moral et la santé, tout en participant à la préservation de la vie sur Terre.** Nous voulons un monde de solidarités humaines, écologiques et sociales.

REPRENDRE LE POUVOIR

Rien ne changera en Europe sans un rapport de force favorable aux Terriens. Le changement démocratique des institutions européennes que nous souhaitons ne viendra pas d'en haut.

Nous, Terriens, voulons reprendre le pouvoir qui nous a été confisqué. Nous sommes prêts à prendre à bras-le-corps la catastrophe annoncée, à affronter les crises à venir. Nous voulons une décroissance des flux de matière et d'énergie équitable car choisie, pour éviter une décroissance chaotique et subie. Nous voulons une décroissance démocratique, pour éviter une décroissance tyrannique. **Nous sommes du côté de celles et ceux qui ont envie de vivre.** Du côté de celles et ceux qui ont envie de partager, de réfléchir, de construire ou reconstruire ensemble une société qui respecte les limites planétaires et fasse du bien être de ses habitants, humains et non-humains, sa priorité. Nous voulons continuer à vivre en renforçant la solidarité qui a permis jusqu'à aujourd'hui à divers groupes humains de traverser les pires épreuves.

Nous proposons de bâtir, ensemble, l'Europe-Résilience, qui garantit à toutes et tous protection et solidarité face aux défis sans précédent qui s'annoncent. Nous proposons de construire la sécurité sociale écologique pour permettre à chacun d'aborder dignement le quotidien qui devient chaque jour plus difficile. Nous proposons de donner à toutes et tous une juste place dans les décisions que cette situation inédite nous obligera à prendre.

Nous annonçons clairement les combats que nous voulons porter. Mais nous n'avons pas toutes les solutions. Nous avons besoin de vous, de chacune et chacun, de toi qui sais coder et créer des sites, de toi qui inventes de nouveaux moyens de cultiver la terre, de toi qui es expert·e des questions sociales, économiques, de géopolitique, de santé, de toi qui discutes environnement à table quand personne ne veut en parler, de toi qui ne veux plus vivre paralysé·e, comme nous l'avons été, par la peur de ce que l'avenir nous réserve. Nous avons besoin de l'enthousiasme de chacune et de chacun d'entre vous, pour unir nos forces, pour rassembler les initiatives qui se créent partout. Nous avons besoin ensemble d'inventer un nouveau modèle de société, harmonieux avec la nature et entre les humains. Pour porter notre voix entre et pendant chaque élection, pour construire ensemble un mouvement qui place comme objectifs premiers notre survie et notre dignité collectives face à ceux qui ont prôné le règne de la croissance matérielle infinie et de l'argent roi.

Nous commencerons dès les élections européennes de mai 2019, en mettant en débat les bases du projet commun de Résilience que nous proposons pour l'Europe.

Ce mouvement est le vôtre. Rejoignez-nous !

URGENCE ÉCOLOGIE : LE PROJET COMMUN DE RÉSILIENCE

L'Europe est une communauté historique de destin qui a éclaté en nationalismes belliqueux avant de se réunir dans une perspective de paix. En privilégiant la construction du grand marché et la mondialisation des échanges sur toute autre considération, l'Union s'est éloignée des citoyens. Nous voulons une Europe capable de peser sur le futur des Terriens comme elle en a le pouvoir, sur la base de trois conditions :

- **La cohérence**, parce que nous voulons écologiser toutes les politiques publiques. Ainsi nous refusons que la PAC affaiblisse la biodiversité, que la politique énergétique ignore les paysages et la forêt, que le commerce international contribue au développement du chômage et à la destruction des écosystèmes ;
- **L'ambition** de construire une société écologique capable d'inspirer la planète entière ;
- **La démocratie** au plus près des citoyens, par la subsidiarité donnant une autonomie et une responsabilité de décision claire à chaque niveau institutionnel : commune, région, État, Union européenne.

Ce qui suit n'est pas un programme politique au sens traditionnel du terme. Nous mettons nos propositions en débat avec les citoyens. Elles ont vocation à être débattues, enrichies, amendées, complétées avec toutes et tous, pour construire ensemble un projet commun de résilience à l'échelle européenne.

UN COUP D'ARRÊT IMMÉDIAT À LA DESTRUCTION

1. **Fin de toutes les subventions européennes aux projets destructeurs** du climat et de la biodiversité. Conditionnement des prêts de la BCE aux banques à l'arrêt des financements directs ou indirects des énergies fossiles. STOP à tous les massacres de la biodiversité et des terres fertiles (Montagne d'or, GCO, Lyon-Turin, Europacity, Roybon...). Nous veillerons à une cohérence totale et transversale de toutes les politiques de l'Union.

2. **Politique Agroécologique Commune 100% bio à partir de 2021** programmant la fin des aides publiques à l'agriculture industrielle chimique et la conversion intégrale à l'agro-écologie en trois ans. Ainsi la totalité des aides agricoles prendront en compte la nécessité de permettre aux paysans de vivre dignement, mais aussi la qualité de l'alimentation, la préservation de la biodiversité et les paysages. Rétablissement partiel des mécanismes de stabilité des prix.
3. **Reconnaissance des droits de la nature et des animaux, ainsi que du crime d'écocide.** Poursuites pénales contre les dirigeants des firmes responsables de crimes contre la nature et la santé humaine. **Adoption d'un statut des biens communs naturels**, pour l'air, l'eau, les forêts, les montagnes, les mers, la terre.
4. **Proclamation de la séparation de l'Europe et des lobbys** : mesures d'urgence démocratique de protection de l'intérêt général contre toute ingérence des intérêts privés et la corruption : exclusion des lobbys du Parlement et des institutions européennes, interdiction du pantouflage et des conflits d'intérêts (qui seront sanctionnés sur le plan pénal), interdiction du cumul d'activités pour les assistants parlementaires comme pour les députés, transparence intégrale sur les délibérations et votes de toutes les instances européennes, dont les comités techniques.
5. **Adoption immédiate des normes de l'Organisation mondiale de la santé contre la pollution de l'air**, première cause de mortalité en Europe.
6. **Interdiction de tous les pesticides et produits chimiques cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques et perturbateurs endocriniens**, ainsi que des additifs et adjuvants alimentaires et cosmétiques dangereux.
7. **Suppression des liaisons aériennes pour lesquelles il existe une alternative en transport en commun en moins de 5 heures.** Baisse du prix du train, relance des trains de nuit et augmentation du prix des vols via une taxe immédiate sur le kérosène – ou via la taxe d'aéroport – pour les vols intracommunautaires.
8. **Investissements d'urgence ferroviaire financés par l'abandon du Lyon-Turin** : mise à niveau des TER et RER, rétablissement des lignes abandonnées, obligation de maintien des lignes en service, développement du ferroutage.

9. **Interdiction de la publicité pour tous les produits utilisant directement des énergies fossiles** (voitures, plastiques, etc).
10. **Couvre-feu énergétique** : interdiction des panneaux publicitaires lumineux, extinction des bureaux, des vitrines et interdiction du chauffage des bâtiments vides la nuit.
11. **Arrêt de la procédure de privatisation – sous couvert de mise en concurrence – des barrages hydroélectriques**, qui sont la première source d'électricité renouvelable de France.
12. **Moratoire sur la construction de tout nouveau centre commercial** à l'extérieur des villes, bourgs et communes, qui enlaidissent le cadre de vie, détruisent le petit commerce de proximité et aggravent la dépendance à l'automobile, **ainsi que sur toute fermeture de service public** en milieu rural.
13. **Réduction de la vitesse maximale autorisée à 110 km/h sur autoroute. Droit au covoiturage** pour les trajets domicile-travail pour tous les salariés, obligatoirement mis en place par les entreprises de plus de 50 salariés.
14. Directive européenne sur **le principe de non-regression du droit de l'environnement**, stoppant les remises en cause actuelles notamment de la participation du public aux décisions ayant un impact sur l'environnement.
15. Création d'une **journée végétarienne** européenne par semaine pour populariser la diversification des protéines dans l'alimentation.
16. **Interdiction des importations d'agrocarburants en Europe ainsi que des OGM** et de tous les produits qui participent à la déforestation massive du monde.
17. **Sanctions diplomatiques graduelles à l'égard des pays qui sortent de l'accord de Paris sur le climat.**

18. **Dénonciation du CETA et arrêt des négociations** sur tous les accords commerciaux visant l'expansion des flux de marchandises, au mépris des enjeux climatiques et écologiques.

UNE EUROPE À LA HAUTEUR DE L'ALARME DES SCIENTIFIQUES

POUR LE CLIMAT ET LE VIVANT

19. **L'inscription du respect des limites planétaires** dans les traités européens, entraînant **la suppression de l'objectif de « croissance »** et l'abandon du PIB comme indice de référence.

20. **Révision et mise en œuvre effective des engagements européens pour le climat sur la base du dernier rapport du GIEC.** Changement du mode de calcul des émissions de gaz à effet de serre pour prendre en compte **l'empreinte écologique réelle de la consommation européenne** (importations comprises).

21. **Un effort, comparable à un effort de guerre, pour financer la décroissance énergétique,** la sortie des énergies fossiles et la régénération de la nature : **sortie des investissements écologiques du calcul des déficits et de la règle des 3%.**

22. Instauration de **quotas carbone personnels et équitables** (modulés selon le territoire d'habitation et l'offre de transports en commun) dès 2022.

23. **Réduction drastique dès 2022 des normes d'émissions automobiles** (CO₂, particules fines, NO_x etc). Interdiction progressive de la mise en circulation des modèles thermiques.

24. **Abolition de la pêche industrielle.** Interdiction stricte des pollutions chimiques (boues rouges) et des navires épaves. Augmentation des aires marines protégées.

25. **Déplastifier l'économie européenne** en imposant à tous les secteurs productifs l'élimination du plastique, avec des solutions et des délais différenciés selon les usages et les filières.

26. **Application réelle du principe de précaution et de prévention :** plus aucune autorisation ne peut être délivrée sur la base d'études

scientifiques corrompues financées par les industriels. Augmentation des moyens alloués à la recherche scientifique indépendante.

27. **Protection absolue des lanceurs d'alerte** : inscription du droit de publier en responsabilité des informations d'intérêt général, notamment sanitaires ou environnementales, et de la protection de ce droit, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.
28. **Ré-ensauvager l'Europe** par la création d'un réseau européen d'espaces protégés et de continuité écologique. Refus de toute dérogation à la protection des espèces.
29. **Respecter la biodiversité et les paysages pour le développement des énergies renouvelables** : photovoltaïque sur les toitures mais pas au sol en espaces naturels, agricoles ou forestiers ; maîtrise du développement de l'éolien dans le cadre d'une planification démocratique respectant les enjeux paysagers, de biodiversité et de cadre de vie des habitants. Soutien aux **projets d'énergies renouvelables de territoires basés sur l'autoconsommation locale**, sur laquelle les citoyens ont la main dans le cadre de coopératives, de sociétés d'économie mixte ou de sociétés publiques locales.
30. **Pas de nouveau réacteur nucléaire en Europe. Application immédiate des normes post-Fukushima** et renforcement des stress-tests sur le parc existant. Sortie progressive du nucléaire basée sur la décroissance de la consommation d'énergie.
31. **Directive européenne sur les droits des arbres**, inspirée par les nouvelles découvertes scientifiques sur la sensibilité du végétal, organisant la protection du patrimoine arboré (arbres remarquables, forêts) et le déploiement de **programmes massifs de plantation** (haies, agroforesterie...).
32. **Altermondialisation écologique et solidaire** : introduction de régulations contraignantes pour les droits humains et l'environnement dans les règles qui régissent le commerce international, organisant l'abandon progressif des échanges superflus et destructeurs qui encouragent la mise en concurrence généralisée des productions. Directive européenne sur le **devoir de vigilance des multinationales**.

ORGANISER NOTRE RÉSILIENCE

ET RENDRE AU MONDE SA BEAUTÉ

33. **Création de la Communauté Écologique Européenne** avec les pays volontaires : on ne peut plus attendre un consensus à 27 États membres pour agir.
34. **Directive Résilience** : changement de toutes les normes de construction, d'aménagement du territoire et de conception des infrastructures et réseaux pour tenir compte de **l'adaptation au changement climatique**. Conditionnalité des aides européennes aux territoires à des actions en faveur de leur résilience.
35. **Abolition de l'élevage industriel**. Prise en compte des souffrances animales dans toutes les décisions. Valorisation des modes d'élevage paysans et à l'herbe.
36. Plan de **relocalisation des industries** manufacturières (textile, chaussures, bois, biens d'équipement courants, électroménager et tout ce qui peut être produit en low-tech).
37. **Nouveau statut des entreprises** pour en faire les instruments d'une transformation écologique et sociale ; objet social, propriété du capital, création de nouvelles normes comptables écoresponsables prenant en compte l'empreinte écologique.
38. **Reconquête de la souveraineté alimentaire en circuits courts**, en particulier dans le cadre d'un plan de développement du maraîchage et de la polyculture élevage dans un rayon de 30 km autour des villes, associé à la protection des terres périurbaines. **Plan d'action pour multiplier par trois le nombre d'agricultrices et d'agriculteurs**.
39. **Abandon de la 5G** et mesures progressives de reconquête de la souveraineté numérique (relocalisation des serveurs, protection des données personnelles, application des règles démocratiques dans le cyberspace, fiscalisation effective des bénéfices réalisés sur le territoire européen).

40. **TVA circulaire** : une TVA à taux réduit sur les produits bio, zéro déchet ou issus de l'économie sociale et solidaire ou permacirculaire.
41. **Pénalisation de l'obsolescence programmée** et obligation pour tout constructeur de garantir son produit sur une durée minimale et d'en prévoir la réparabilité. Interdiction de la destruction des invendus.
42. **Reconnaissance de l'autonomie et des libertés des territoires**, pour réduire les dépendances et reconquérir une souveraineté citoyenne sur les biens et services essentiels et favorisant la diversité des approches, des solutions et des cultures.
43. Abrogation de la dénomination technocratique « régions ultrapériphériques » pour définir les **Outre-mer** dans les traités européens et renforcement des mesures spécifiques destinées à en faire des territoires en pointe pour l'autonomie énergétique, la préservation de la biodiversité et des ressources, ainsi que pour l'organisation de la résilience face aux événements climatiques extrêmes.
44. **Erasmus écologique** : programme d'échanges et de chantiers jeunes dans toute l'Europe sur tous les travaux d'intérêt écologique.
45. **Droit à la nature pour les enfants** : financement par l'Europe des classes nature pour tous les élèves tout au long de la scolarité. Initiation à la permaculture et aux principes de l'agroécologie dans toutes les écoles.
46. **Affectation de la totalité des aides européennes au développement des pays tiers vers l'émancipation des femmes** et la scolarisation de 100% des enfants, ce qui contribuera aussi une accélération de la transition démographique. L'usage des fonds européens sera strictement contrôlé pour éviter d'alimenter la corruption.

CONTRUIRE UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE ET ALTRUISTE

47. Création d'une **sécurité sociale écologique** : dispositif européen mutualisé pour permettre la reconversion écologique des travailleurs dont les activités vont être transformées.

48. Activation des procédures d'exclusion prévues par les traités européens contre les États membres qui ne respectent pas les droits fondamentaux, notamment les **droits des femmes**. Législation sur la stricte égalité salariale, en s'inspirant de la loi islandaise.
49. Création d'un **impôt de solidarité écologique sur la fortune**, parce que les plus nantis polluent plus et que réduction des inégalités et écologie vont de pair.
50. Permis de travail pour les demandeurs d'asile et **programme humanitaire européen « SOS Méditerranée »** visant à ce que plus aucun réfugié ne meure naufragé en mer ou en montagne. Lutte contre les passeurs.
51. **Remise en cause du règlement de Dublin**. Répartition des demandeurs d'asile dans les différents États membres, création d'une agence européenne des réfugiés et sanction des États membres non respectueux des valeurs communes.
52. **Un socle commun de droits sociaux européens** : formation, couverture santé, assurance chômage, salaire minimum obligatoirement défini dans chaque État membre garantissant le pouvoir de vivre pour tous, renforcement du Fonds social européen, notamment auprès des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap, des demandeurs d'emploi et des travailleurs précaires.
53. Taxation globale des multinationales en fonction de leur activité réelle dans chaque pays pour lutter contre **l'évasion fiscale**. Interdiction des paradis fiscaux en Europe, et des transferts financiers dans les paradis fiscaux extra-européens. **Abrogation de la directive sur le secret des affaires**.
54. Harmonisation des pratiques fiscales européennes et protection contre les dumping fiscal, social et environnemental extra-européen.
55. Développement **des monnaies locales complémentaires** et de l'économie sociale et solidaire (SCOP, coopératives) pour soutenir les échanges locaux et tisser des liens sociaux entre les personnes.

56. Soutien à tous les types de partage et d'organisation collective (habitats inter-générationnels, jardins partagés, **tiers-lieux**, mise en commun d'outils de production ou d'équipements).
57. Liberté de commercialisation **des graines et semences aux jardiniers amateurs** et interdiction des brevets sur le vivant.
58. Reconnaissance **de l'herboristerie, des médecines naturelles et de l'homéopathie** en complément de la médecine conventionnelle. Développement des prises en charge thérapeutiques fondées sur le rapport à la nature. Autorisation du cannabis thérapeutique.
59. **Inscription du droit à la déconnexion** dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ainsi que du droit à la protection des jeunes enfants contre l'abus d'écrans.

URGENCE ÉCOLOGIE = URGENCE DÉMOCRATIE

FACE À LA PARALYSIE EN EUROPE

DES DÉPUTÉS POUR UN NOUVEAU RAPPORT DE FORCE

L'Europe a dès l'origine souffert d'un déficit démocratique. Le Parlement européen n'a été élu qu'en 1979, 25 ans après la création des autres institutions européennes. Il reste encore trop faible par rapport à la Commission européenne composée de fonctionnaires et au Conseil de l'Union européenne. Les liens entre les parlementaires européens et les citoyens sont inexistants. En revanche les lobbys ont table ouverte à Bruxelles. La démocratie européenne reste à inventer. **L'Europe doit être démocratique pour être écologiste.** Elle doit redevenir un exemple pour le monde entier, alors que des millions de personnes subissent déjà en Inde, en Afrique, dans le Pacifique les effets du dérèglement climatique et que des dictatures s'installent.

Depuis des années, les partis du système politique en place promettent de nouveaux traités, une Europe sociale, plus de démocratie, etc. Ils promettent l'idéal d'une Europe des citoyens, mais rien ne change. L'Europe est paralysée. Nous ne croyons plus à ces promesses énoncées tous les cinq ans lors des élections européennes et vite enterrées.

Nous proposons une autre méthode, en rupture avec les programmes politiques classiques.

Face à l'inertie des mécanismes de décision dans les institutions européennes, nous proposons d'**élire des députées et députés européens dont l'essentiel de la tâche sera de construire un nouveau rapport de force.** Il s'agit de renforcer le Parlement européen par rapport aux autres institutions en utilisant tous les moyens juridiques et d'influence dont disposent les élus. Pour cela il faut créer un réseau d'entraide entre les

citoyens, les parlementaires européens, les parlementaires nationaux et tous ceux qui sont volontaires pour porter l'urgence écologique.

UNE STRATÉGIE DE GUÉRILLA PARLEMENTAIRE

AU SERVICE DE L'URGENCE ÉCOLOGIQUE

Au Parlement européen, les députés Urgence Écologie mèneront une guérilla parlementaire : veille, dénonciation, propositions et lutte systématique contre les politiques destructrices. Ils proposeront aux députés des autres formations de mettre en œuvre une politique d'urgence écologique à l'échelle européenne, portée par les mobilisations citoyennes.

60. Construire la **plate-forme européenne et internationale Urgence écologie**, qui associe les élus, les citoyens, les scientifiques, les entrepreneurs, les syndicats, les agriculteurs autour d'objectifs communs avec un calendrier et des étapes concrètes pour respecter la limite de 2° C de réchauffement planétaire. Dans cette plate-forme les échanges entre les citoyens des pays qui sont déjà touchés par le réchauffement permettront de développer des propositions concrètes de solidarité et de débattre sur les réalités.
61. Créer **un réseau d'élus Urgence Écologie, qui aille des territoires aux élus européens en y associant les parlementaires nationaux**. La possibilité de rejoindre le réseau Urgence Écologie se fait sur la base d'un contrat avec des principes et des objectifs communs que chacun décline concrètement à son échelle.
62. **Créer « Lobbys-leaks »** en lien avec les ONG qui luttent contre l'influence des multinationales, en rendant systématiquement publiques toutes les informations sur les agissements des intérêts privés auprès de la Commission européenne, des parlementaires, des agences européennes et des États membres. Nous mettrons la lumière partout où règne l'opacité.
63. **Contrôler au quotidien l'activité de la Commission européenne** en mettant en place une « Shadow Commission » composée de représentants de la société civile, par l'évaluation continue et précise en

particulier de toutes les **politiques à risque** (accords commerciaux, politique agricole commune...) et en exigeant des débats d'orientation.

64. **Travailler étroitement avec des scientifiques indépendants**, des ONG, les citoyens sur tous les sujets cruciaux mettant en jeu la santé humaine : pollution de l'air, normes techniques (automobile), perturbateurs endocriniens, pesticides. Il s'agit de structurer un **contre-pouvoir en matière de données scientifiques** face aux **agences européennes** aujourd'hui favorables aux lobbys et d'utiliser les **rapports d'initiative parlementaire** pour leur donner de la visibilité dans le débat public.
65. En lien avec les chercheurs, les ONG et les citoyens, développer une véritable approche des sciences participatives et citoyennes pour accroître le rôle des députés afin d'évaluer et de réorienter massivement la politique de recherche européenne vers les priorités de la transformation écologique.
66. **Contrôler les activités du Conseil européen en établissant une veille** sur l'ensemble des tractations et décisions stratégiques, en particulier sur les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la pêche, des accords commerciaux, des financements territoriaux et des questions budgétaires.
67. Une **collaboration structurée avec des instances consultatives comme le Comité économique et social européen** et le Comité des régions qui représentent une mine d'informations et de compétences qui ne demandent qu'à jouer un rôle plus important.
68. Les contradictions entre les belles paroles des partis Destructeurs et la réalité des faits seront mises en lumière au travers d'initiatives et de **résolutions sans concessions**.
69. **L'activation systématique des moyens d'action des citoyens en lien avec le Parlement européen** (commission des pétitions, initiatives citoyennes européennes dont le suivi devrait être confié au Parlement alors qu'il relève aujourd'hui de la Commission européenne). Une initiative **citoyenne européenne Urgence Écologie sera lancée dès septembre 2019**.
70. **Des missions de contrôle et d'action sur le terrain** permettront d'encourager et de renforcer les mouvements citoyens en lutte contre des projets destructeurs.

71. Participation critique aux délégations du Parlement européen auprès des grands pays pollueurs (États-Unis, Chine, Russie) et **détection en amont de tout accord ou mesure contraire au respect des limites planétaires**. Organisation de campagnes d'information et de débats publics pour s'opposer efficacement.
72. **COP25 citoyenne et territoriale**, dans toute l'Union européenne pour organiser la mobilisation de la société civile, des territoires, des entreprises.